

un nom
impérissable

Georges Bensoussan

un nom
impérissable

Israël, le sionisme
et la destruction des Juifs
d'Europe
(1933-2007)

Seuil



ISBN 978-2-02-092848-9

© Éditions du Seuil, janvier 2008

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

Aux ombres errantes,
Tel-Aviv, décembre 1960

Prologue

Trois années seulement séparent la tragédie absolue du peuple juif de sa renaissance politique et nationale *via* l'État d'Israël. Cette proximité dans le temps donne une dimension quasi providentielle aux deux événements et nourrit l'idée qu'ils sont intimement liés. C'est une voix convenue que fait entendre George Steiner dans *Le Transport de A.H.*¹: « Qui a créé Israël? Il n'y aurait pas eu d'Israël sans la Shoah... » Ainsi, assure la sagesse des nations, Israël aurait été « offert » aux Juifs en « compensation » des crimes commis par l'Europe. Dans ses *Mémoires d'espoir*, le général de Gaulle évoque en ces termes la refondation de l'État juif: « La grandeur d'une entreprise qui consiste à replacer un peuple juif disposant de lui-même sur une terre marquée par sa fabuleuse histoire et qu'il possédait il y a dix-neuf siècles ne peut manquer de me séduire. Humainement, je tiens satisfaisant qu'il retrouve un foyer national et je vois là une sorte de compensation à tant de souffrances endurées au long des âges et portées au pire lors des massacres perpétrés par l'Allemagne de Hitler². »

1. Julliard-L'Âge d'Homme, 1981.

2. Charles de Gaulle, *Mémoires d'espoir. Le Renouveau*, Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade », 2000, p. 1113.

Un nom impérissable

En 1958, François Mauriac souligne encore plus nettement le lien qui unit la catastrophe à la surrection quasi miraculeuse d'un État juif: « Sion a ressurgi pourtant des crématoires et des charniers. La nation juive est ressuscitée d'entre ces millions de morts. ¹ »

Israël né du génocide? La thèse est aujourd'hui banale et certains éléments jouent objectivement en sa faveur. On ne peut nier que le Yishouv², au moins dans un premier temps, fut fortifié à son corps défendant par le régime nazi. La plus forte poussée migratoire d'avant guerre (dite de la cinquième *alya*³, 1933-1939) fut directement la conséquence de l'accession de Hitler au pouvoir. Une migration qui fut aussi à l'origine de la révolte palestinienne de 1936. En 1946, plus du tiers des médecins du pays étaient nés en Allemagne. Et, outre le corps médical, les architectes du Bauhaus allemand laissèrent leur empreinte sur le Tel-Aviv des années trente, au même titre que les financiers qui fondèrent la Bourse, les journalistes et les hommes d'affaires qui donnèrent à la presse un essor incontesté. La guerre stimula également l'économie locale. En 1943, un rapport consacré à l'industrie juive faisait état de plus de 500 usines nouvelles créées entre 1938 et 1943, tandis que l'effectif

1. In Préface à *La Nuit* d'Elie Wiesel.

2. C'est le nom hébraïque de la communauté juive de Palestine et de ses institutions avant la création de l'État d'Israël.

3. Littéralement, en hébreu, montée. Désigne l'immigration d'un Juif en terre d'Israël. Dans l'histoire du sionisme pré-étatique, on distingue cinq vagues d'immigration de 1882 à 1939.

ouvrier¹ doublait. Mais s'en tenir à ces données reviendrait pourtant à occulter ce fait essentiel : le Yishouv a failli mourir du nazisme.

On ne saurait non plus balayer l'idée selon laquelle la Shoah aurait créé un climat favorable aux thèses sionistes. En février 1945, par exemple, une résolution de la Conférence syndicale mondiale qui se tenait à Londres affirmait qu'« après la guerre, un moyen [devait] être trouvé à travers une action internationale pour réparer le malheur causé au peuple juif. Protéger les Juifs de l'oppression et de la discrimination dans tous les pays doit être l'obligation de la nouvelle autorité internationale. Il faut donner au peuple juif la possibilité de continuer la reconstruction de la Palestine en tant que foyer national [...] tout en garantissant les intérêts de la population [locale] et l'égalité des droits ». Dans *Le Populaire*, quotidien de la SFIO, Léon Blum écrivait le 6 juillet 1947, avant

1. On pourrait même ajouter qu'à partir de 1952, l'argent des réparations versé par la RFA à l'État d'Israël comme à des particuliers a puissamment aidé l'économie du jeune État à décoller. Les versements de l'Allemagne, échelonnés sur une période de douze ans, ont permis d'acheter 30 % du pétrole consommé en Israël, 17 % des 50 bateaux dont le pays avait besoin. Ils ont permis aussi de financer le tiers du réseau électrique du pays, et la moitié des investissements réalisés dans le réseau ferré. Au cours de ces douze années, la production nationale brute d'Israël a triplé. Sans être le facteur unique de ce décollage, nul doute que les « réparations » y ont contribué.

Sur le plan individuel, près de 250 000 Israéliens ont reçu des « dédommagements » de l'Allemagne. La pension mensuelle versée par la RFA leur permit d'augmenter d'un tiers leur revenu annuel, ce qui accrut d'autant le fossé entre Ashkénazes et Séfarades.

le déclenchement de l'affaire de l'*Exodus*¹: « Comment admettre que les survivants de Lublin et du ghetto de Varsovie, que les enfants orphelins des gazés d'Auschwitz se voient refuser l'accès vers la terre où ils veulent chercher une nouvelle patrie? »

Sans doute un lien étroit réunit-il la Shoah et la « création » de l'État d'Israël. Mais il s'agit, à triple titre, d'un lien négatif.

Sur le plan politique d'abord, dès lors qu'avant 1939 le mouvement sioniste n'avait pas réussi à convaincre la majorité des Juifs de le rejoindre dans le Foyer national en construction.

Sur le plan moral ensuite, car le Yishouv fut incapable de sauver les Juifs d'Europe. Penser qu'il en avait les moyens est une vision rassurante d'après la tourmente : en 1942, en effet, le Yishouv était lui-même menacé d'extermination par l'avancée de l'*Afrika Korps* vers l'Égypte. Défaite morale aussi que constitue l'accueil mitigé que le Yishouv et l'État d'Israël ont réservé aux rescapés.

Sur le plan démographique enfin, parce que la Shoah a vidé le réservoir humain du sionisme en accentuant une faiblesse démographique qui pèse jusqu'aujourd'hui dans le conflit israélo-arabe. La partie arabe ne fait d'ailleurs pas mystère d'y voir le moyen d'user à long terme l'État juif et de le faire disparaître, comme disparurent jadis les États croisés. Le 6 décembre 1942, alors que le Yishouv savait

1. Durant l'été 1947, ce navire chargé de plusieurs centaines de réfugiés juifs quitte la France pour la Palestine. Mais les Anglais l'empêchent d'accoster, maintenant le pays quasiment fermé à l'immigration juive en vertu du Livre blanc de mai 1939.

désormais la réalité du génocide, David Ben Gourion, chef de l'exécutif sioniste en Eretz Israël¹, déclarait : « L'extermination du judaïsme européen est une catastrophe pour le sionisme, il n'y aura plus personne avec qui construire le pays ! » Et il expliquait début 1943 que la fin du judaïsme européen signifiait, à terme, la destruction de la communauté juive d'Eretz Israël, ou, à tout le moins, une menace mortelle pour l'État juif encore à naître. Onze ans plus tard, en 1954, il déclarera encore : « Hitler [...] a causé du tort à l'État juif dont il n'avait pas prévu l'existence. [...] L'État est là, mais il n'a pas trouvé la nation espérée... »

Sans doute, à la fin de la guerre, la question des « personnes déplacées » (en anglais, DP) influence-t-elle à l'ONU les débats sur le dossier de la Palestine. Au cours de l'été 1947, alors que la commission d'enquête spécialisée de l'ONU (UNSCOP) se trouve sur le terrain, l'affaire de l'*Exodus* joue un rôle certain dans sa réflexion, voire dans l'issue finale du rapport remis à l'organisation internationale. Entre 1945 et 1948, 140 navires clandestins tentent d'acheminer depuis l'Europe 70 000 réfugiés juifs vers ce qui n'est pas encore l'État d'Israël. Au cours des combats dits de la « guerre d'indépendance » (1948-1949), un tiers des combattants de la jeune armée israélienne (Tsahal), née de la Haganah, sont des rescapés, comme aussi un tiers des 6 000 tués au combat. À la fin 1949, l'État juif n'a qu'un an et demi d'existence : un tiers de ses habitants (350 000 personnes) sont des rescapés. Le lien entre la Shoah et l'État

1. Nom hébraïque de la Palestine.

juif *s'incarne* donc au premier chef dans cette présence massive. Et ce jusqu'aujourd'hui, puisqu'en 2007, outre les 240 000 rescapés qui vivent dans le pays, 40 % des Israéliens déclarent avoir un « lien direct avec la Shoah¹ ».

De là, cette idée, partie prenante du sens commun d'aujourd'hui, selon laquelle l'État d'Israël serait né de la Shoah. Comme une compensation offerte par l'Europe aux « Juifs-victimes » ? Comme un sursaut des Juifs face à l'antisémitisme meurtrier ? Dans les deux cas, cette analyse fait disparaître le sionisme et ses multiples significations.

Parce que cette thèse passe pour une évidence, il faut rappeler avec Paul Veyne que l'historien est celui qui « se méfie de ce qui va de soi ». Que les arguments les plus fondés historiquement semblent avoir peu de prise sur la causalité magique. Car le mythe d'une résurrection nationale née de la catastrophe, véhiculé par des mouvances venues d'horizons politiques et intellectuels les plus divers, et aux motivations rien moins qu'homogènes, est rassurant et destructeur à la fois².

1. En avril 2007, le ministère israélien des Finances reconnaissait que 70 % des rescapés vivant en Israël ne percevaient aucune compensation au titre de leur déportation. Il admettait aussi que 80 000 d'entre eux, soit un tiers de l'effectif, vivaient en dessous du seuil de pauvreté. La loi israélienne, décidée en 1953, dans l'après coup du débat sur les réparations (cf. *infra*), prévoit en effet que seuls les rescapés arrivés dans le pays avant cette date recevront une allocation. Aujourd'hui, nombre d'immigrants arrivés de l'ex-URSS depuis les années 1970, pourraient prétendre à ces indemnités.

2. Ce lien de causalité est aussi l'antienne dont se repaissent les milieux négationnistes qui parlent communément de « supercherie de l'Holocauste » destinée à légitimer « l'invasion de la Palestine par les Juifs », et permettre les « extorsions de fonds » à leur bénéfice.

Israël, fruit de la culpabilité occidentale au détriment des peuples arabes? Mais ni à Londres ni à Washington, les archives des années 1945-1948 ne laissent apparaître le moindre sentiment de culpabilité vis-à-vis des Juifs. Ce thème tient davantage d'une reconstruction mémorielle propre à notre époque que d'une réalité historique. Les Occidentaux ne se sentent alors nullement coupables, et les Juifs le savent comme en témoigne cet éditorial du quotidien d'Eretz Israël, *Yediot Aharonot*, daté du 16 décembre 1945: « Nous ne croyons pas que le monde (les juges, les procureurs) comprennent ce qui s'est abattu sur nous, qu'ils soient réellement choqués par ce qui est arrivé, qu'ils le regrettent profondément, ni même qu'ils

Il existe d'autres variantes à cette théorie du « lien de causalité ». À commencer par la rhétorique d'ultra-gauche qui estime qu'aux souffrances qui leur furent infligées, les Juifs ont répondu par le calvaire qu'ils font endurer au peuple palestinien. À ce discours s'ajoute celui d'une partie du monde arabo-musulman pour lequel les Occidentaux auraient mis sur pied le « mythe des chambres à gaz » pour mieux spolier le monde arabe. En juillet 2004, pour le journal islamiste (pro-gouvernemental) égyptien *Al Liwaa al Islami*, par le biais du mythe de la Shoah, les « sionistes » ont fait pression sur l'Occident en vue de créer un État juif en Palestine, élément central de la « grande conspiration antimusulmane » déployée sous nos yeux aujourd'hui. Les milieux négationnistes, dont Paul Rassinier fut l'un des premiers représentants, illustrent un volet important de cette pensée du complot. En 1962, déjà, dans *Le Véritable procès Eichmann ou les vainqueurs incorrigibles*, Rassinier estimait que « les Sionistes du monde entier [...] ne cessent de pousser, sur un mode chaque jour plus macabre, des cris d'une douleur chaque jour plus déchirante, dans le but de porter publiquement à ses justes proportions qu'ils estiment pour le moins apocalyptiques, l'horreur des sévices dont le monde juif a été victime de la part du nazisme et d'augmenter d'autant le montant des réparations que l'État d'Israël reçoit de l'Allemagne ».

lèveraient le petit doigt si un tel holocauste devait, demain, survenir à nouveau¹.» Le 25 novembre 1947, l'UNSCOP, chargée de trouver une solution à la «question de Palestine», accorde une majorité de voix à la thèse sioniste, mais à l'assemblée générale de l'ONU, la majorité nécessaire des deux tiers n'est pas atteinte.

On ne trouve pas non plus trace de «sentiment de culpabilité» dans la décision fondatrice de l'ONU du 29 novembre 1947. La guerre froide qui commence, le processus de décolonisation, un certain philo-sémitisme chrétien semblent en revanche avoir joué un rôle capital dans le vote de l'ONU. Par ailleurs, en admettant l'existence d'un sentiment de culpabilité, comment comprendre l'abstention des Britanniques lors du scrutin du 29 novembre 1947? Ou la position antisioniste du général George Marshall, secrétaire d'État des États-Unis, et conseiller très écouté du président Truman? Le 19 mars 1948, sur injonction de George Marshall, l'ambassadeur américain à l'ONU demande au Conseil de sécurité de surseoir à l'exécution de la résolution du 29 novembre 1947. Quelques années plus tôt, en 1944, à ceux qui évoquaient devant lui la nécessité d'édifier un État juif en Palestine, le président Roosevelt avait répondu très sérieusement que, puisque trois millions de Juifs polonais étaient morts, la Pologne ne manquait pas de place pour accueillir les rescapés. Cette attitude explique que certains dirigeants du Yishouv aient souhaité minimiser les pertes,

1. Cité in Hanna Yablonka, «The Development of Holocaust Consciousness in Israel», *Israel Studies*, vol. 8, n° 3, automne 2003, p. 8.

conscients qu'on leur objecterait l'« inutilité » d'un État juif s'« il n'y avait plus de Juifs » à sauver.

Pourquoi la destruction systématique de tout un peuple jusqu'au dernier de ses représentants fut-elle le sort réservé au seul peuple juif? Et les Juifs d'aujourd'hui peuvent-ils préserver leur caractère national sans faire référence à cette catastrophe? Au premier abord, la spécificité de la Shoah mine la leçon convenue sur la « portée universelle » de ce crime.

D'autant qu'avec l'État d'Israël et la foi, la Shoah est désormais l'une des trois composantes majeures de l'identité juive. Longtemps distant à l'égard de la souffrance des victimes et des rescapés, l'État juif, autour du musée Mémorial de Yad Vashem¹ à Jérusalem, s'empare rapidement de cette mémoire pour s'imposer comme centre du judaïsme mondial. Une mémoire qui n'éclate au grand jour qu'au cours des années soixante, en particulier après la Guerre des Six Jours (juin 1967), alors qu'à tort ou à raison, beaucoup craignent de voir l'État d'Israël rayé de la carte. La peur qui ébranle le monde juif vient réveiller le traumatisme de la Shoah². Voici l'État d'Israël et le génocide désormais unis négativement, voici le souvenir du désastre ancien réveillé par l'angoisse d'un désastre à venir.

1. Le Mémorial doit son nom au verset du livre d'Isaïe (56,5), « Je leur donnerai une *demeure* et un *nom* impérissable ».

2. Dans *Le Monde* du 2 juin 1967, Claude Lanzmann écrivait : « [...] si Israël était détruit, ce serait plus grave que l'holocauste nazi. Car Israël c'est ma liberté. Certes, je suis assimilé, mais je n'ai pas confiance. Sans Israël, je me sens nu. »

Un nom impérissable

« Le danger hitlérien est de retour », écrit le député Eliezer Livneh dans *Haaretz* le 31 mai 1967. C'est entre autres par ce biais que s'affirme jusqu'à devenir centrale la place de la Shoah dans l'identité juive, en particulier aux États-Unis où elle détrône même celle de l'État juif, alors qu'en avril 1993 s'ouvre à Washington l'*Holocaust Memorial*. De nombreux intellectuels juifs (dont des rabbins), expriment leur crainte de voir le souvenir de la catastrophe devenir, demain, la transcendance de Juifs sans transcendance, de le voir masquer l'étude du judaïsme en substituant au monde des vivants une identité réduite à la mémoire des morts. Quand d'autres craignent une hypermnésie du désastre qui imposerait au monde l'image d'un Juif « victime par essence ».

Chapitre I

L'État avant l'État

Toute chronologie est jugement. Se limiter aux années 1945-1948 pour comprendre la naissance de l'État d'Israël, c'est établir entre le génocide et la refondation de l'État juif un lien de causalité qui semble aller de soi. Si, en revanche, l'on prend la question plus en amont, il faudra bien admettre que la force du Yishouv d'avant 1940 aura été un, sinon *le* facteur décisif dans la renaissance de l'État juif. La réunion de Biltmore (New York, mai 1942), au cours de laquelle l'exécutif sioniste opère un tournant capital en proclamant explicitement que son but est la création d'un État, est antérieure au télégramme Riegner (août 1942)¹. Pour comprendre le processus de naissance de l'État juif, il faut remonter plus haut dans le temps, à la fin du XIX^e siècle au moins. C'est à cette condition que l'on perçoit combien loin d'avoir œuvré à la mise au monde de l'État d'Israël, la Shoah en a au contraire sapé les bases.

1. En août 1942, Gerhardt Riegner, représentant du Congrès juif mondial en Suisse, envoie un télégramme au Foreign Office à Londres et au consulat américain à Genève. Il informe du génocide en évoquant l'acide prussique (Zyklon B) et en avançant un chiffre de « trois et demi à quatre millions de personnes ».

La thèse arabe la plus communément partagée fait du génocide la matrice véritable de l'État juif. Ce faisant, elle renoue avec le mythe du complot (européen, occidental, américain ou impérialiste), cette clé qui déverrouille magiquement les portes de l'histoire et sauve l'« honneur arabe » perdu dans la *Nakba*¹ (1948). Mais ce schéma explicatif est à double titre d'essence négationniste :

– en éliminant le lien entre le peuple juif, la terre et la langue qui en est issue, cette rhétorique occulte le fait que l'esplanade des Mosquées est aussi le Mont du Temple. On se rappelle qu'en août 1929, le seul fait que les Juifs aient installé des chaises devant le Mur occidental (dit *Mur des lamentations*) avait déclenché la colère des fidèles musulmans qui y avaient vu une tentative d'appropriation des lieux saints juifs... Cette bouffée de violence fut à l'origine des émeutes d'août 1929 : 133 morts chez les Juifs dont une partie de la vieille communauté de Hébron, tués par les Arabes, et 116 victimes arabes abattues principalement par l'armée anglaise.

– en occultant l'histoire de la dhimmitude², cette condition précaire des Juifs (et des chrétiens) en terre arabo-musulmane. Bien avant le crime perpétré en Europe par l'Allemagne et ses complices, cette condition quotidienne marquée par la contrainte, la peur et, dans le

1. En arabe : catastrophe. Ainsi désigne-t-on dans le monde arabe la naissance d'Israël et l'exode des Palestiniens en 1948.

2. Relatif à la condition du dhimmi (« protégé ») chrétien et juif en terre d'Islam. Ce système de discrimination légale prévoit la protection des sujets juifs et chrétiens en échange du paiement de taxes spéciales et d'une restriction de leurs droits dans les domaines économique, social, politique et religieux.

meilleur des cas, la tolérance, fut l'un des facteurs clé du ralliement partiel de la jeunesse juive d'Orient au sionisme¹.

Par ailleurs, les institutions politiques, sociales et culturelles, voire militaires du futur État d'Israël étaient déjà en place bien avant 1940. Les principales entreprises économiques qui faisaient du Yishouv une entité viable avaient été fondées, pour les plus récentes, au cours des années trente. C'est durant la Première Guerre mondiale qu'avait été créée, par exemple, la coopérative centrale d'achat *Ha Mashbir*. C'est en 1920 qu'était fondée la *Koupat Holim* (Sécurité sociale), et la même année avait été créée la *Histadrout*, syndicat-employeur qui deviendra l'ossature de l'État en formation. C'est en 1920 aussi que fut mise sur pied la troisième mouture de la force d'autodéfense juive, *Irgoun Ha Haganah* (littéralement « Organisation de défense »). Les principaux quotidiens de l'État d'Israël contemporain, à commencer par *Haaretz* fondé en 1919, avaient vu le jour bien avant la Seconde Guerre mondiale.

1. L'idée selon laquelle le monde arabe n'aurait rien à voir avec la tragédie des Juifs d'Europe, nonobstant les nombreuses complicités du nationalisme arabe avec l'Axe, ne tient pas compte des conséquences du Livre blanc britannique sur la Palestine (17 mai 1939) qui fermait les portes du pays à l'immigration juive (exceptés pour 75 000 d'entre eux, quand les demandes de visa s'élevaient à plusieurs centaines de milliers). Cette décision qui a coûté la vie à de nombreux réfugiés juifs pris au piège dans l'Europe nazie fut le résultat de la seule pression arabe sur Londres.

L'essentiel du réseau de *kibboutzim* et de *moshavot*¹ assurant le maillage du territoire était antérieur à 1948. À l'exception de Tel-Aviv, le gonflement de la population urbaine ne faisait que traduire le renouveau d'antiques villes juives. Et en 1940, Tel-Aviv était déjà, loin devant Jérusalem, la première métropole du pays, sa capitale économique et culturelle. Les premiers lotissements, comme les premiers immeubles, en avaient été dessinés en 1909, quarante ans avant l'indépendance.

Mais c'est surtout du côté de la culture hébraïque, mise en place dans le Yishouv des années 1890-1910, que se dessine la réalité pré-étatique de l'État d'Israël. Pour parler des écrivains et de la littérature de ces années-là, l'hébreu moderne use des termes *haloutzim* (pionniers) et *Avoda Kodesh* (travail de sainteté). Entre 1880 et 1914, dans le Yishouv, et à un moindre degré en diaspora, une poésie hébraïque, imprégnée par le nationalisme, refléurit. Initiée en Europe orientale avec les romans d'Abraham Mapu (1808-1867, *Ahavat Sion* et *Ashmat Shomron*), toute une littérature en hébreu adopte une posture didactique et rédemptrice. L'action y démarre en diaspora, elle est nimbée de larmes et d'affliction, mais elle se termine, épanouie et libre, en terre d'Israël. La chanson hébraïque, vecteur fondamental du nationalisme juif, s'épanouit dans le Yishouv bien avant la Première Guerre mondiale. Les « chants de Sion » (en hébreu), calqués sur les schémas éprouvés du romantisme nationaliste européen,

1. *Kibboutzim* (pluriel de kibboutz) : unités économiques et de peuplement d'esprit communautaire et collectiviste. *Moshavot* (pluriel de moshava) : implantations rurales, de type hameau ou village.

Dans la même série

Perry Anderson

La Pensée tiède

Un regard critique sur la culture française

2005

Jean-Pierre Dupuy

Petite Métaphysique des tsunamis

2005

Alain Lefebvre et Dominique Méda

Faut-il brûler le modèle social français ?

2006

Eva Illouz

Les Sentiments du capitalisme

2006

Antoine Garapon et Denis Salas

Les Nouvelles Sorcières de Salem

Leçons d'Outreau

2006

Sylvie Goulard

Le Coq et la Perle

Cinquante ans d'Europe

2007

Éric Aeschimann
Libération et ses fantômes
2007

Guillaume Tabard
Latin or not latin
Comment dire la messe
2007

Zygmunt Bauman
Le Présent liquide
Peurs sociales et obsession sécuritaire
2007

Antonio Negri
Goodbye mister socialism
2007

RÉALISATION : PAO ÉDITIONS DU SEUIL
IMPRESSION : CORLET IMPRIMEUR S.A.
14110 CONDÉ-SUR-NOIREAU
DÉPÔT LÉGAL : JANVIER 2008. N° 92848 (00000)
Imprimé en France